
N^o. XXXVIII.

L'AMI DU PEUPLE

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN ,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL

*Par M. MARAT , Auteur de L'OFFRANDE A
LA PATRIE , du Moniteur , et du PLAN DE
CONSTITUTION , etc.*



Vitam impendere vero.

Du Samedi 14 Novembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 12 Novembre 1789.

M. Thouret a été proclamé président.

Après le rapport des adresses d'adhésion de plusieurs villes , la discussion sur la suite du plan du comité de constitution a été reprise suivant l'ordre

K

du jour. L'article ci-après de ce plan , a été mis en délibération.

» Chaque département sera partagé en neuf divisions de trente-six lieues quarrées de superficie , c'est-à-dire , de six sur six autant qu'il sera possible. Ces divisions porteront le nom de COMMUNES. »

Après différens amendemens proposés par plusieurs membres , parmi lesquels on a distingué M. Malouet et M. le Comte de Crillon , il a été arrêté qu'on adopteroit la division ternaire pour le partage des départemens.

Sur la motion de M. Biauzaat , l'assemblée , après quelques débats , a décrété :

« Qu'il sera établi une municipalité dans chaque ville , bourg et paroisse ou communauté de campagne. »

La discussion et les débats se sont reportés sur le fond de l'article du plan du comité rapporté ci-dessus.

La division en neuf districts ou communes de chaque département , a été rejetée.

Celle de six et celle de trois districts a été proposée par quelques membres , et combattue par d'autres ; et il a été décrété : « que l'assemblée nationale régleroit les divisions par districts de chaque département ; que le nombre de ces districts seroit déterminé pour chaque département , d'après les observations et les indications des députés respectifs de chaque province , qui auroient égard , dans ces divisions , aux intérêts et aux rapports locaux des divers cantons de leurs provinces. »

M. le président a lu une lettre écrite par le roi , en faveur de la chambre des vacations du parlement de Rouen , par laquelle il sollicite l'assemblée de ne point exécuter le décret dont étoit chargé le tribunal établi pour juger des crimes de lèse-nation. Cette lettre , qui termine ainsi : « le vœu de mon » cœur est pour la modération et l'indulgence » , exprime les tendres sentimens de la clémence du monarque.

Plusieurs membres s'y opposoient ; mais M. Glézen a rallié les opinions par ces mots :

« Souvenez-vous , Messieurs , qu'au mois de juin dernier , quelques gardes-françoises et le peuple d'un quartier de Paris , s'étant livrés à quelques excès qui pouvoient attirer sur eux la colère du roi , vous invoquâtes en leur faveur sa clémence , et le roi , à votre considération , pardonna sans différer. Que fait aujourd'hui sa majesté , dans une circonstance où le pardon dépend de vous ? Réfléchissez-y, Messieurs. »

Le comte de Crillon a proposé le décret suivant , qui a été adopté à la très-grande majorité des voix.

» L'assemblée nationale , empressée de donner à sa majesté un nouveau témoignage de son dévouement , a décrété que le vœu de sa majesté pour l'indulgence , devenoit en ce moment celui de l'assemblée nationale , et que M. le Président se retireroit incessamment pardevers le roi , pour lui porter le présent décret ».

SUITE DU NUMÉRO PRÉCÉDENT.

Voyons maintenant qu'elle auroit été l'issue de mon différent avec M. de Joli.

Justement offensé de ma dénonciation, il m'auroit sommé de produire mes preuves. J'aurois sommé, à mon tour, M. de Pernet de les administrer. M. de Pernet auroit avoué avec franchise qu'il avoit été trompé par les apparences sur la personne du coupable, et que ses plaintes amères, étrangères à M. de Joly, ne regardoient que M.

Aussi-tôt j'aurois déclaré qu'ayant pris le change sur la foi de M. de Pernet, je priois M. de Joly de recevoir mes vifs regrets de la méprise où j'étois tombé, et j'aurois publié immédiatement le désaveu solennel de ma dénonciation. Tout cela auroit été l'ouvrage de 24 heures; au bout duquel M. Joly, complètement lavé par ces témoignages volontaires; auroit joui d'un triomphe d'autant plus complet, qu'il n'auroit laissé aucun vestige de soupçon. Ainsi, au lieu d'un procès criminel, on auroit vu un léger différent élevé entre trois hommes honnêtes, dont deux s'étant mépris, s'étoient empressés de réparer les suites de leur erreur.

Maintenant, quelles seront les suites de la voie ordinaire de notre jurisprudence barbare? Les voici en deux mots: c'est qu'un bon citoyen étant devenu la victime de son zèle patriotique, nul homme au monde ne voudra s'exposer à rendre

à la patrie des services de ce genre , dont elle ne peut cependant se passer. Ainsi la défense de la cause de la liberté une fois abandonnée par tous les citoyens qui pourroient la prendre, les ennemis de l'Etat, les méchants, les fripons, les scélérats s'empareront de l'autorité, rempliront tous les départemens, en écarteront les gens de bien, s'érigeront en despotes, en tyrans ; le peuple remis aux fers, sera plus malheureux que jamais, et l'état sera perdu.

En faut-il d'avantage pour faire sentir la nécessité indispensable d'anéantir la juridiction criminelle du châtelet et du parlement, en fait de matière d'état ? Que penser du décret de l'assemblée nationale qui lui attribue la connoissance des crimes de lèze-Nation ?

J'ai traité la question de droit ; mais elle n'empêche pas qu'un citoyen généreux ne puisse suivre une autre marche, et ne porte ses réclamations au tribunal du public. C'est celle qu'a suivie M. Garrau de Coulon. Accusé, pendant les assemblées des électeurs de Paris à l'archevêché, d'une lâcheté odieuse, il se contenta de démontrer, dans une feuille de deux pages, la fausseté de l'inculpation ; et quoiqu'elle ne pût être motivée d'aucun sentiment honnête, il ne voulut pas que l'homme dont il avoit à se plaindre fût inquiété en aucune manière, crainte de porter atteinte à la liberté.

C'est la méthode que je suivrai avec les hommes

qui méritent quelque considération. En revanche , je leur abandonne l'examen de ma vie entière. Qu'ils épluchent , et mes mœurs , et mes principes , et ma conduite politique : quelles que soient leurs imputations , qu'ils soient sûrs que je ne les citerai jamais à aucun autre tribunal qu'à celui du public : honneur que je ne ferai certainement pas à tout le monde ; car , pour les Gorsas , les Baboin * , et

* M. Gorsas est un ancien maître de pension à Versailles , qui , n'ayant rien à faire , s'est mis à barbouiller du papier aux dépens de qui il appartiendra. Je n'ai pas lu sa feuille ; mais on m'assure que j'y suis joliment habillé.

Quant à M. Baboin , c'est un commis au bureau de correspondance de l'assemblée nationale. M'étant présenté à ce bureau , ne voilà-t-il pas qu'à l'ouïe de mon nom , ce petit monsieur s'est mis à faire une sortie furieuse contre le pauvre AMI DU PEUPLE , à chanter l'éloge de M. Mounier , qu'il traitoit d'excellent patriote , et à m'invectiver , jusqu'à me dire « qu'on savoit bien qui payoit ma plume ». A ce propos gaillard , j'ai prié trois de ses confrères de vouloir bien s'en souvenir dans l'occasion. Ensuite je l'ai requis de vouloir se nommer : il a refusé , en ricannant. Après une courte absence , je suis rentré , et l'ai appelé par son nom. Dès ce moment , il est devenu doux comme un agneau , et je me flatte qu'il n'est pas tenté de cesser de l'être. Au demeurant , je lui permets de se mettre à son aise , à une condition , toutefois : c'est de nommer tout haut celui ou ceux à qui je vends ma plume : cela doit peu lui coûter , puisqu'il est si bien instruit. Qu'il se rende donc à ma demande : c'est la seule vengeance que je veuille tirer de lui.

leurs pareils , c'est bien assez de leur opposer le mépris.

LETTRE AU RÉDACTEUR.

Paris , ce 13 Novembre 1789.

MONSIEUR.

Permettez que par la voie de votre journal, je détrompe le public et fixe son opinion sur les deux arrêts faits de ma personne , par le comité du district de St.-Martin-des-Champs , le 24 octobre , et hier 12 novembre.

Le 24 octobre , je fus arrêté et conduit au comité où l'on me retint prisonnier , depuis 9 heures du matin jusqu'à neuf du soir , sans qu'il y eut aucun ordre de m'arrêter sans sujet , sans autre raison enfin que celle de mes liaisons avec M. Martin , ce citoyen patriote détenu au châtelet. Et hier , 12 novembre , j'allois au même comité avec un Anglais , pour lui faire délivrer un certificat , pour obtenir un passe-port sur le vu du registre de l'hôtel où il logeoit , le comité s'est saisi du registre et de ma personne , et m'a fait conduire , par 6 fusillers , à pied , en plein jour , à l'hôtel-de-ville , où je me suis plains inutilement de cette violence. Si c'est encore relativement à M. Martin que j'ai essuyé ce second désagrément , je lui en fais le sacrifice avec plaisir , mais j'admire l'achar-

nement de ses ennemis, et crois de mon honneur de réclamer publiquement contre ces deux attentats, ces violations réitérées de droit de l'homme et de la liberté individuelle.

F. C A Z E A U.

Rue Notre-Dame-Nasareth, N°. 112.

N. B. Toutes les lettres adressées aux auteurs de L'AMI DU PEUPLE, pour le sieur Dufour, et qui ne seront point affranchies, resteront à la poste sans être ouvertes.

Tous ceux de MM. les abonnés qui ont reçu les vingt-six premiers numéros, sont abonnés depuis le 12 septembre, pour finir au 12 décembre; et ils sont priés de vouloir bien renouveler leurs abonnemens, pour l'exactitude des adresses.

On souscrit à Paris, chez DUFOUR, rue des Cordeliers, N°. 6.

Le prix de la Souscription est de 12 liv. pour trois mois, franc de port par la Poste.



DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.